

ontrac

No. 25, septembre 2003

Le bulletin d'information du Centre International de Recherche et de Formation des ONG

***** spécial n° 25*****

Table des matières

Point de vue ONG, communication et circulation de l'information

Célébration du 25e numéro d'**ontrac**

La communication et l'évolution de la technologie : des défis pour les ONG

Nouvelles concernant le renforcement des capacités

PRAXIS : renforcer les capacités au bénéfice du renforcement des capacités

Relations publiques ou participation : aborder la pauvreté des Roms d'Europe

Circulation de l'information en Asie centrale : adéquate et égale ?

lettres à l'éditeur

Gros plan sur un pays Le potentiel de dialogue : Point de vue des ONG brésiliennes sur les partenariats nord-sud

Dans ce numéro : John Hailey analyse les barrières de type organisationnel à la communication dans le secteur ONG ; Stephen Rand, de Tearfund, se penche sur les possibilités de communication et les défis apportés par la nouvelle technologie ; Gulmira Jamanova, de CASDIN, étudie la circulation de l'information en Asie centrale et Vicky Brehm souligne le potentiel du dialogue nord-sud du point de vue des ONG brésiliennes.

Point de vue : ONG, Communication et circulation de l'information

Une bonne communication est un de ces concepts classiques ; tout le monde convient de son utilité, mais y parvient rarement ou n'y consacre pas suffisamment de temps. Cela s'explique en partie par le fait que personne ne sait vraiment ce que cela signifie ou comment s'y prendre. Il existe une multitude de définitions et d'interprétations de ce qu'est une bonne communication. Il ne s'agit pas simplement du contenu de nos propos, mais également de la manière dont nous les exprimons, de notre langage gestuel et de l'importance que nous donnons à différentes images ou symboles. En d'autres termes, elle concerne autant le **moyen** que le **message**. Mais plus important, c'est ce que le destinataire (le lecteur, l'auditeur, le téléspectateur ou le public) comprend de ce que l'on tente de lui communiquer ou faire partager. Une bonne communication est par conséquent un échange efficace de différents messages, dont le résultat est le partage de signification, de compréhension et même d'enthousiasme. La survie et la crédibilité de nombreuses ONG qui assurent l'interface entre les individus et les communautés et entre les cultures, dépendent de leur capacité à communiquer efficacement. Les ONG doivent s'entretenir avec une série

extraordinaire d'acteurs, qui vont des pauvres et désavantagés aux riches et puissants. Une communication efficace est indispensable ; c'est une compétence essentielle pour leur travail. Des systèmes et techniques de communication efficaces sont un **atout clé de l'organisation**, un de ces atouts immatériels qui apporte une réelle valeur ajoutée et différencie les organisations les unes des autres. C'est un aspect que les ONG qui opèrent dans un secteur compétitif de plus en plus compétitif, négligent à leur péril.

Quelques rares ONG ont néanmoins mis au point des stratégies de communication, ont investi dans des outils de communication appropriés ou ont formé leur personnel à être de bons communicateurs. Dans le secteur, s'est développée une approche *ad hoc* sur la manière dont le personnel et les bénévoles communiquent, que ce soit par écrit, sur Internet, dans leurs compétences informatiques, ou leur capacité à animer des discussions d'équipe et piloter des comités avec à propos. Pourquoi les ONG, qui dépendent tellement de leur capacité à communiquer valablement, n'investissent-elles le plus souvent pas dans ces compétences les plus élémentaires ?

Ceci s'explique en partie par le coût que représente la résolution des nombreux problèmes de communication opérationnels rencontrés par bon nombre d'ONG. Notamment, le temps nécessaire au personnel pour s'engager activement dans des processus de communication, le coût que représente l'élaboration de logiciels adéquats et la mise en place des systèmes informatiques utiles, et le coût de la formation et de la traduction nécessaires pour surmonter les différences culturelles et linguistiques propres à toute organisation qui travaille au milieu de différentes cultures. Ces problèmes sont exacerbés par la quantité énorme d'information qui domine de plus en plus la vie des ONG, que ce soit le flot quotidien des courriels, des procès-verbaux de réunions et de groupes de discussions ou la série de rapports, de compte-rendus et d'audits qui apparaissent régulièrement.

Toutefois, il y a d'autres **problèmes organisationnels plus systémiques** qui expliquent l'incapacité à développer et mettre en œuvre des stratégies de communication efficaces. Parmi ceux-ci : l'animosité personnelle, l'esprit de clocher ou les tensions entre services. Ils proviennent peut-être également d'une absence d'engagement des dirigeants à promouvoir une culture de communication ouverte ou le partage de l'apprentissage, de crainte que l'accès à l'information ne nuise à leur base politique. Un autre problème plus litigieux vient de la série de valeurs partagées par de nombreux membres du personnel ONG. Elles peuvent engendrer un niveau de myopie ou d'intolérance, et limitent leur capacité à s'engager dans des perspectives contraires ou alternatives qui vont à l'encontre des valeurs qu'ils ont embrassées. Comme on demande de plus en plus au personnel des ONG de travailler avec des organisations qui, pour lui, représentent une série de valeurs qui lui sont étrangères (comme l'armée, la police, des entreprises ou bureaux de conseils motivés par le profit), ceci devient problématique. En outre, il y a l'impact de la **culture de l'action**, basée sur les projets et orientée sur les tâches qui est commune à de nombreuses ONG ; une culture qui privilégie l'action sur la réflexion, les comptes rendus ou le partage.

Les ONG sont confrontées au défi d'élaborer des stratégies de communication qui abordent non seulement les considérations opérationnelles et techniques, mais également les problèmes d'organisation plus profonds qui entravent la libre circulation de l'information et des idées. En particulier, les problèmes liés au pouvoir, au

leadership, aux objectifs personnels, à l'esprit de clocher des différents services et à une culture ONG qui **confond habituellement participation et communication efficace**. Ces stratégies doivent combiner les techniques des experts en communication qui mettent l'accent sur les processus opérationnels et le point de vue des spécialistes en développement organisationnel sur la politique et la culture organisationnelle. En outre, l'expérience montre que le succès de toute stratégie de communication dépend de la participation active et de la caution du leadership pour surmonter l'intransigeance et l'inertie organisationnelles.

Pour célébrer le 25^e numéro d'*ontrac*, on étudie ici le thème de la communication et de la diffusion de l'information dans le secteur ONG, dans les organisations et entre elles. Ce numéro comporte un bref aperçu du rôle d'*ontrac* comme outil de diffusion de l'information dans le cadre de la stratégie plus large d'INTRAC et résume les projets de développement futur. Dans une contribution spéciale en tant qu'invité, Stephen Rand, de Tearfund UK, s'appuie sur son expérience de communication avec le public pour souligner les défis que représente l'utilisation efficace des nouvelles technologies. Mia Sorgenfrei présente le nouveau programme Praxis d'INTRAC, un de ses objectifs étant de renforcer la capacité de diffusion et d'apprentissage dans le secteur ONG. John Beauclerk esquisse les grandes lignes des défis et des limites des stratégies gouvernementales de relations publiques en rapport avec la population rom d'Europe. Au niveau sectoriel, Gulmira Jamanova, de CASDIN, étudie la circulation de l'information dans le contexte de l'Asie centrale, tandis que Vicky Brehm examine les possibilités d'amélioration du dialogue entre les ONG du sud et du nord, sur base d'une recherche effectuée au Brésil. Nous nous réjouissons d'approfondir ces thèmes dans les prochains numéros d'*ontrac*.

John Hailey

Directeur – Programme Praxis, INTRAC. Email: j.hailey@intrac.org

Célébration du 25^e numéro d'*ontrac*

Depuis son lancement en mai 1994, le bulletin d'information d'INTRAC, *ontrac*, a voulu offrir un espace de réflexion sur des questions qui touchent le développement international du secteur ONG. Le bulletin d'information a toujours cherché à présenter aux intervenants des analyses courtes et accessibles des débats d'actualité et des tendances, des nouvelles des programmes, des activités et du personnel d'INTRAC. La forme de la newsletter a évolué avec le temps et a intégré, depuis décembre 1998, la populaire rubrique « Nouvelles concernant le renforcement des capacités ». Plus récemment, chaque numéro s'est basé sur un thème spécifique ; l'éditorial « Point de vue » introduit le débat tandis que d'autres articles contribuent au thème du point de vue d'un secteur, d'un pays ou d'une région spécifique. Chaque numéro comporte une contribution d'Asie centrale où INTRAC effectue depuis de nombreuses années un travail conséquent de renforcement de la société civile.

Ces dernières années, du temps et des efforts importants ont été investis pour améliorer *ontrac*, tant au niveau de la qualité que de la forme et pour étendre sa diffusion. Notre liste d'adresses actuelle comporte plus de 3.000 abonnés, plus une

liste d'adresses électroniques qui ne fait que s'allonger. La version Internet d'ontrac (www.intrac.org) a eu manifestement beaucoup de succès ; chaque mois, le bulletin d'information en anglais reçoit en moyenne quelque 300 visites, plus une centaine de visites pour chacune des versions en une autre langue (français, portugais, russe et espagnol). Les anciens numéros sont également disponibles en ligne. Une traduction en chinois a récemment été lancée sur notre site Internet en collaboration avec NPO, et il est prévu cette année de lancer à titre expérimental une traduction en arabe.

À l'occasion de la célébration de ses 25 numéros, INTRAC tient à remercier les ONG qui ont généreusement financé la publication et la distribution du bulletin d'information dans le cadre du programme de recherche ONG d'INTRAC : APSO, CAFOD, Christian Aid, Concern Worldwide, Cordaid, DanChurchAid, MS Danemark, Norwegian Church Aid, Novib, Oxfam GB, the International Save the Children Alliance, Save the Children Norvège, Save the Children Suède, Save the Children UK et South Research. Des représentants de ce groupe d'ONG se réunissent à INTRAC deux fois par an au sein d'un comité consultatif d'ontrac pour convenir des thèmes des numéros à venir et pour orienter le développement du bulletin d'information.

Nous aimerions avoir votre avis sur ontrac, vos commentaires sur les articles et des suggestions de thèmes que vous souhaiteriez nous voir traiter. Veuillez contacter l'éditrice, Vicky Brehm, à INTRAC (v.brehm@intrac.org). Si vous souhaitez vous abonner à ce bulletin d'information gratuit par courrier (pour l'anglais uniquement), ou par courrier électronique (pour la version anglaise, française, chinoise, portugaise, espagnole, russe ou – à partir de 2004 – arabe), veuillez contacter Natasha Thurlow à INTRAC (n.thurlow@intrac.org).

La communication et l'évolution de la technologie : des défis pour les ONG

Les changements passés et actuels dans la manière dont les ONG communiquent avec le grand public sont énormes. Dans les années 1960 et 1970, Tearfund a commencé par produire des bandes de films, complets avec une bande audio et un texte, de manière à ce que l'opérateur sache quand il devait passer à l'image statique suivante. À présent, la même communication s'effectue sur CD-rom, et les vidéos qui ont remplacé les bandes de films sont sur le point d'être supplantées par les DVD. Ces changements servent également à nous rappeler qu'en fin de compte, ce sont peut-être les choses qui ne changent pas qui compte le plus. Quelle que soit la technologie, il faut toujours avoir un **public**, accrocher ce public, de même que de la créativité, de la clarté et de l'intégrité dans le **message**.

Tearfund est atypique : nous continuons à produire un magazine trimestriel pour nos sympathisants, et une enquête a montré qu'il constitue un outil pédagogique et de récolte de fonds efficace. Son efficacité reflète la nature de son public : instruit, principalement de plus de 40 ans, à revenu moyen ou supérieur, donateur régulier à des œuvres caritatives. Il est produit selon une politique rigoureuse où une présentation soignée est privilégiée ; son **aspect visuel** est très important. Nous pouvons avoir des messages louables, voire importants, mais s'ils ne sont pas suffisamment attirants à lire, ils sont en fin de compte inutiles.

C'est à ce stade que « ça coince ». Seulement des bonnes nouvelles : cela signifie-t-il dissimuler la réalité ? La règle d'or est l'absence de manipulation des images, mais également l'interdiction d'images négatives qui exploitent la réalité du monde en développement. Des images et histoires positives du monde en développement sont-elles un antidote vital à l'intérêt des médias pour le désastre et la corruption, ou servent-elles simplement à récolter des fonds pour se sentir absous et protéger les adeptes de la dure réalité ?

Internet apporte de nouvelles possibilités et de nouveaux défis. Par exemple, il est beaucoup plus difficile de segmenter le public. Dans quelle mesure les visiteurs du site sont-ils des donateurs potentiels ? Les visiteurs peuvent être un journaliste qui cherche des informations, un homme politique se documentant pour des briefings politiques, un étudiant qui rédige un article dans le cadre scolaire, un professeur qui cherche des documents pour la classe. Tous peuvent être des donateurs potentiels, mais ils peuvent en être dissuadés si le message visant à récolter des fonds est trop fort, ou si la navigation n'est pas conçue de manière à pouvoir extraire les informations. En outre, Internet ne connaît pas de frontières nationales. Il y a des stéréotypes dangereux qui supposent que tous les donateurs se trouvent au nord et que toutes les personnes intéressées par la politique et la pratique du développement sont au sud, et même qu'il s'agit de deux groupes distincts. De nombreux donateurs sont en réalité des professionnels du développement, et d'autres sont simplement intéressés plus en profondeur et par les détails de la réalité abordée par un magazine de papier glacé.

Une portion importante d'utilisateurs d'Internet sont en outre intéressés à répondre à l'information et à agir. Tearfund vient de lancer par le biais de son site Internet une action dans le cadre d'une campagne politique. On peut attirer l'attention des visiteurs sur un problème, et en moins d'une minute, ils peuvent recevoir une lettre personnalisée à envoyer à leur député. Ceci a le mérite d'être simple, rapide et est potentiellement très efficace, et permet aux gens d'expérimenter une participation politique significative qui fait une réelle différence.

Néanmoins, l'utilisation d'Internet pose des problèmes pratiques. Sa portée mondiale signifie que la sécurité nationale peut instantanément chercher des mots clés et être au courant des avis et activités des ONG qui opèrent dans leurs frontières. Une formulation irréfléchie sur le site Internet peut entraîner le renvoi d'un membre du personnel. La **sécurité** est très valorisée. C'est pourquoi les extranets sont si utiles. Pour les ONG qui ont un réseau de communication international et mondial, la possibilité pour ceux qui ont reçu le mot de passe de disposer d'informations détaillées et sensibles est un moyen de soutenir et d'encourager une meilleure pratique dans le personnel et les organisations partenaires, tout en maintenant un esprit et une compréhension communs.

La **technologie numérique** joue également un rôle dans la demande toujours plus grande de gestion des connaissances. Convenablement étiquetés et classés, les enseignements tirés peuvent être archivés et être accessibles sur demande, être partagés dans l'organisation et transmises aux futurs employés. Une technologie efficace et des contributions bien préparées ne suffisent pas à être efficaces ; un changement culturel de comportement s'impose également : le meilleur matériel n'est en rien utile s'il reste indisponible.

Ces nouveaux développements créent une pression importante sur le travail du personnel : rédaction, vérification de la cohérence politique, mise à jour de l'actualité et précision par rapport à la philosophie et la politique de l'entreprise. Tout ceci demande des moyens et des compétences qui menacent les gains de productivité rendus possibles par la nouvelle technologie. Cela augmente également l'importance du décalage technologique. La technologie numérique ne peut aider les organisations qui s'efforcent de fonctionner dans des endroits où la fourniture en électricité est inconstante, les appels téléphoniques sont chers et la première langue n'est pas européenne. Et il est trop facile de dépenser les budgets consacrés au renforcement des capacités pour les partenaires du sud qui construisent réellement leur **capacité** technologique plutôt que leur **efficacité**.

Ce sont les mêmes questions que pose l'omniprésence des courriels. Comment quelque chose de si basique peut-il à la fois simplifier la vie mais aussi la compliquer et la surcharger ? Le rythme du changement technique augmente la pression de changements dans les pratiques de travail et la culture pour appliquer efficacement la technologie. Les possibilités de communiquer instantanément et efficacement au plan international n'ont jamais été plus étendues et n'ont jamais posé autant de problèmes pour garantir que la communication est un outil et non un tyran.

Stephen Rand

Prayer and Campaigns Director, Tearfund UK <http://www.tearfund.org>

Nouvelles concernant le renforcement des capacités

Voici le numéro 14 des Nouvelles concernant le renforcement des capacités. Mia Sorgenfrei présente le nouveau programme PRAXIS d'INTRAC qui œuvre simultanément à renforcer les capacités d'INTRAC et celle de ses partenaires et d'autres organisations de soutien aux ONG.

PRAXIS : Renforcer les capacités au bénéfice du renforcement des capacités

Praxis est le nouveau programme de renforcement des capacités organisationnelles d'INTRAC qui est financé par le ministère des affaires étrangères hollandais. Il présente une occasion extraordinaire de **renforcer les capacités au bénéfice du renforcement des capacités** en associant l'expérience pratique à la recherche et la réflexion. Un de ces aspects particulièrement innovateurs est la combinaison de renforcement des capacités internes et externes promue par le programme : Praxis aidera le personnel d'INTRAC à apprendre et à améliorer leur travail relatif au renforcement des capacités et au développement organisationnel. Par ailleurs, il est prévu que le programme soutienne les partenaires d'INTRAC ainsi que d'autres organisations de soutien aux ONG à faire des recherches et à réfléchir sur leur expérience dans ce domaine.

Les trois thèmes de Praxis

Sous le thème « **Évaluation de l'impact** », Praxis analysera les efforts actuels de même que les méthodologies innovantes visant à évaluer l'impact des processus de renforcement des capacités dans les ONG. Il s'agit d'un domaine relativement méconnu, qui touche des questions vitales en termes d'efficacité et de légitimité du renforcement des capacités organisationnelles. Le thème de la « **transférabilité** » soulève des questions sur l'adaptabilité des approches du renforcement des capacités à différentes organisations et cultures, de même que sur les moyens adéquats de transférer les modèles élaborés pour un objectif et une situation spécifiques à un contexte différent. Enfin, le thème « **Processus et pratique** » permet de réfléchir à la manière d'améliorer la pratique existante et de poursuivre l'innovation.

Partage et diffusion de l'information

Une rubrique d'*ontrac* sera régulièrement consacrée à Praxis. En outre, le Programme dispose à présent sur le site Internet d'INTRAC d'un espace distinct, qui intègrera dans les prochains mois les commentaires et articles liés aux trois thèmes de Praxis. Les conclusions de recherches et les expériences de renforcement des capacités seront partagées lors d'ateliers thématiques et de conférences. En combinant différents moyens de partager l'information, nous espérons offrir aux organisations de soutien aux ONG un espace tant pour le vis-à-vis que pour la communication longue distance sur le renforcement des capacités organisationnel. Un élément essentiel de la stratégie de diffusion de Praxis sera les séries Praxis, qui présenteront des ouvrages et articles liés aux thèmes précités. La première publication est un guide pratique de terrain pour les personnes et les organisations qui tentent de procéder au contrôle et à l'évaluation dans des domaines tels que le renforcement des capacités et la sensibilisation (voir « publications d'INTRAC pour les détails). Praxis tentera également de traduire le matériel afin qu'il soit diffusé.

Première recherche de Praxis : soulever des questions

Praxis effectue actuellement une recherche pour découvrir les domaines d'intérêt possibles et soulever les questions qui, dans une deuxième phase, guideront le travail de terrain et la collecte des expériences utiles. Les premiers mois, la recherche a porté sur les organisations de soutien aux ONG et la transférabilité :

Le phénomène des organisations de soutien aux ONG

Les organisations de soutien aux ONG et les fournisseurs similaires d'aide spécialisée dans le domaine du développement organisationnel et directionnel sont au centre du travail du programme Praxis. Par conséquent, il s'est révélé essentiel d'examiner la constellation et la typologie actuelle des organisations de soutien aux ONG. La famille des organisations de soutien aux ONG se diversifie progressivement. Les fournisseurs de renforcement des capacités des ONG sont entre autres les organisations sans but lucratif et les bureaux de conseils, les instituts de recherche et les centres de ressources, les organisations et réseaux chapeautant des ONG, de même que les fondations, les agences d'aide internationale et les entreprises privées. Dans le cadre de ses recherches, Praxis prépare un nouveau guide destiné aux organisations de soutien des ONG, qui étudie les rôles et défis qui leur sont propres, et fournit les coordonnées d'une série d'organisations de soutien aux ONG dans le monde.

Transférabilité : analyse des publications

Praxis entreprend en ce moment une analyse des publications concernant les approches et les avis sur la transférabilité. La transférabilité a été discutée implicitement, mais rarement explicitement dans la littérature sur le développement et la gestion internationale. Les publications reflètent essentiellement un déplacement d'intérêt : alors qu'elles se concentraient exclusivement sur les différences culturelles, elles évaluent le contexte global et la situation dans laquelle un modèle est appliqué. En outre, l'idée de transférer la pratique d'une culture et d'un contexte à un autre se base sur l'hypothèse commune qu'une bonne pratique est universelle, ce qui est contesté. Enfin, savoir si les organisations du monde développé peuvent être perçues aujourd'hui comme indigènes ou si plutôt elles devraient être considérées comme hybrides des différentes influences du monde auquel elles sont exposées alimente toujours plus de discussions. Ceci a des répercussions pour le renforcement des capacités organisationnelles qui doit être examiné plus avant. La recherche préparatoire sur la transférabilité devrait ouvrir la voie à de futures activités de terrain pour tester les théories actuelles.

Pour plus d'informations sur le programme Praxis, contactez Mia Sorgenfrei, Assistante de Programme à INTRAC. Email: m.sorgenfrei@intrac.org

*Fin de la rubrique «Nouvelles sur le renforcement des capacités » *****

Relations publiques ou participation : traiter la pauvreté des Roms en Europe

Les enjeux pourraient difficilement être plus grands pour les 6 millions de Roms d'Europe, dont la majorité sont des citoyens de pays qui – à partir de 2004 – rejoindront dans les prochaines années l'Union européenne. L'adhésion a donné à cette population marginalisée une importance inhabituelle, puisque les pays candidats sont dans le dernier parcours d'obstacles du processus d'adhésion. Pour le gagner, ils doivent fournir des preuves convaincantes qu'ils prennent les mesures adéquates pour l'intégration totale et égale de leurs minorités roms. Les Roms et leurs partisans ne comprennent que trop bien que l'enthousiasme à l'égard de leur cause s'évanouira dès que l'encre des traités d'adhésion individuels sera sèche. Les États membres de l'UE eux-mêmes ne sont pas des exemples éloquents de politique et de pratique réussies en la matière.

Pour s'assurer que les Roms ne soient pas les laissés-pour-compte de la nouvelle Union élargie, le Conseil de l'Europe (en Espagne), suivi par la Banque mondiale (en Hongrie), a commencé à sponsoriser des conférences importantes visant à mettre au point des politiques. Celles-ci ont réuni dans un débat les principales parties prenantes : les gouvernements des pays en voie d'adhésion, des donateurs, des représentants des Roms, des militants et des chercheurs pour discuter de l'échec apparent d'une décennie d'effort intensif à travers le continent. Malgré des investissements massifs de source publique et privée, les conditions de la plupart des Roms en termes d'emploi, de logement et d'accès aux services sanitaires et éducatifs sont pires à la veille de l'adhésion qu'elles ne l'étaient sous les anciens régimes communistes. En effet, confrontés à la dégradation de leurs conditions de vie, les Roms sont nostalgiques d'une ère dorée de plein emploi et de reconnaissance des rôles dans

la société, où ils avaient leur place dans l'industrie de la construction, le bâtiment et la réparation des routes.

Le Conseil de l'Europe espère que les gouvernements se lanceront dans des **exercices de relations publiques** pour atténuer la discrimination dont font l'objet les Roms un peu partout. Cette discrimination est frappante dans la tendance croissante à isoler leurs populations en ghettos et à résister aux efforts de réforme de services exécrables, notamment dans l'éducation. Mais faire reculer un racisme profondément enraciné n'est probablement pas très porteur électoralement, en particulier à l'échelon local. Plutôt que d'intégrer leurs populations roms, de nombreux États préfèrent les garder dans un état de dépendance méprisable. Défendues par les donateurs et les bénéficiaires, les allocations de chômage minimums et autres allocations sont devenues une parodie de l'ancien système où « vous faites semblant de nous payer et nous faisons semblant de travailler ».

Qu'en est-il dès lors du suivi et de l'évaluation ? La Banque mondiale souhaite renforcer les évaluations pour identifier, construire sur l'expérience accumulée au cours des dix dernières années et nourrir le débat sur les politiques et les programmes des dix prochaines années qui seront celles de l'inclusion. Ce faisant, elle faudra être prudent de ne pas encourager encore plus de mesures « uniques », les besoins spécifiques des Roms étant divers et propres à leur contexte. Une autre constatation essentielle est l'hypothèse (erronée) des années 1990 que l'élaboration seule de lois ou de politiques signifie qu'elles auront un effet, ou que les gouvernements pourront mettre en œuvre des stratégies nationales dans ce domaine problématique.

Pour sa part, le Conseil de l'Europe reconnaît que la **participation** des Roms et leur **renforcement des capacités** sont les ingrédients essentiels de toute stratégie adaptée. Les initiatives planifiées, entreprises et évaluées pour les Roms doivent ouvrir la voie à une nouvelle génération de programmes où leurs besoins stratégiques sont centraux et dans lesquels ils sont des acteurs principaux. On reconnaîtra ces programmes par le respect de plusieurs conditions, y compris la consultation obligatoire, et c'est la moindre des choses, des intéressés, un suivi régulier basé sur les perceptions des bénéficiaires et sur les indicateurs qu'ils ont conçus, et une évaluation qui associe les professionnels roms et se concentre sur l'impact et sur les résultats.

Les stratégies de communication et les relations publiques ne peuvent pas faire de mal, mais finalement, c'est la participation active des communautés renforcées qui renversera l'exclusion des Roms en Europe. Ceci exige une nouvelle génération d'approches de programme et des mesures vigoureuses pour contrôler les progrès et évaluer les changements éventuels.

John Beauclerk, INTRAC

Email: j.beauclerk@intrac.org

Références

Roma Policies in Europe. Conférence de Grenade, 19-20 mai 2003.

Roma in an Expanding Europe: Challenges for the Future. Banque mondiale, Société ouverte, Commission européenne. Conférence de Budapest, du 30 juin au 1^{er} juillet 2003.

Circulation de l'information en Asie centrale : adéquate et égale ?

Cet article étudie le changement des besoins en information des organisations de la société civile (OSC) en Asie centrale et souligne les problèmes que pose la réponse à ces besoins, sur base de l'expérience du réseau d'information sur le développement durable d'Asie centrale (CASDIN). Dans le cadre du flux d'informations externes dans la région, pour des organisations comme CASDIN, la question de la **transférabilité** et de la **pertinence** du matériel externe aux divers contextes est critique. Il devient en outre crucial de veiller à ce que les OSC d'Asie centrale **s'expriment avec plus de force** dans les débats régionaux et internationaux.

Les **besoins en information** des OSC en Asie centrale se développent et se diversifient rapidement. Tout d'abord, il y a une demande croissante d'information dans ce secteur qui évolue vite. Deuxièmement, les organisations sont plus disposées à partager l'expérience et dès lors à étendre l'impact de leur travail. Certains besoins sont relativement spécialisés, comme ceux des ONG de défense de l'environnement ou de femmes qui sont des publics fondamentaux dans la région. Dans le bulletin *Sustainable Development* de CASDIN, nous tentons de diversifier le matériel en conséquence, tout en assurant une couverture régulière des problèmes sociaux essentiels. À la demande des ONG plus jeunes, nous avons également mis en place une rubrique dans laquelle nous présentons les événements à venir et donnons les coordonnées des programmes de bourse et des séminaires. Toutefois, nous sommes enthousiastes à l'idée de nous développer au fur et à mesure que le secteur se développe et de publier du matériel plus **analytique** sur des sujets tels que la participation au développement et l'égalité des sexes, et de répondre aux besoins d'un public plus large qui reçoit notre bulletin, comme les fonctionnaires du gouvernement local et les universités.

Le problème de la **langue** est important et litigieux dans les pays d'Asie centrale indépendants depuis peu. Dans le Kazakhstan méridional, par exemple, les lecteurs préfèrent recevoir l'information en kazakh. Si CASDIN devait les satisfaire, nous finirions par produire deux bulletins d'information différents, un en kazakh, destiné au sud, dont la population est principalement rurale et une édition russe qui servirait à la population urbaine et aux régions du nord du pays. Nous avons choisi de ne pas suivre cette voie, mais plutôt de maintenir une approche régionale de l'information et de la diffusion, en utilisant le russe comme *lingua franca*. Nous essayons de sélectionner du matériel qui intéressera les lecteurs de l'ensemble de la région d'Asie centrale, par exemple, sur des projets de développement régional importants qui traitent de problèmes clés tels que la pénurie d'eau ou les droits de l'homme.

Adapter l'information à la culture et à la langue locales est un autre problème de taille. Par exemple, le terme « développement durable » est le titre du bulletin de CASDIN, mais en 1995, quand nous l'avons lancé, ce terme était très peu familier. Le terme « société civile » se comprend facilement, alors que de nouvelles notions

compliquées comme « renforcement des capacités » demande une explication en référence avec l'expérience des organisations locales. Nous devons évaluer si ces termes ou si l'expérience qui les sous-tendent sont **applicables** et pertinents dans cette région.

L'information provenant des agences internationales continue à jouer un rôle important dans la société civile, et est traduite en russe dans différentes newsletters des ONG locales. La question suivante est apparue plus d'une fois : « Devons-nous simplement traduire le matériel anglais en russe, ou devrait-il être tout d'abord adapté ? » Nous ne pouvons répondre à cette question sans définir préalablement notre objectif : à qui est destinée l'information, et sous quelle forme peut-elle être le mieux présentée ? Les textes abrégés peuvent être utiles aux ONG qui viennent de s'établir. Toutefois, à un niveau plus avancé, la lecture et la relecture des originaux nous permettent de développer notre propre réflexion.

Les ONG d'Asie centrale sont intéressées à recevoir des informations des pays d'Europe occidentale et orientale, vu qu'il s'agit d'une voie d'accès au niveau international. Toutefois, il est relativement difficile de trouver des informations utiles ou de relever l'essentiel sur le volume énorme d'informations qui circulent. Malheureusement, la grande majorité des ONG ont un accès limité voire pas d'accès du tout à Internet.

Une question de plus en plus importante concerne la circulation de l'information depuis l'Asie centrale. Comment les OSC d'Asie centrale peuvent-elles **réagir** aux agences internationales, et comment peuvent-elles participer aux discussions régionales et mondiales ? Le bulletin d'information de CASDIN est envoyé aux USA, en Europe occidentale et orientale et dans l'ancienne Union soviétique, aux OSC et aux comités de rédaction d'autres journaux. Les ONG internationales comme INTRAC jouent un rôle important et contribuent à faire participer les ONG d'Asie centrale aux débats mondiaux et intergouvernementaux, à promouvoir nos intérêts et communiquer notre avis au public international.

Ces dix dernières années, un nombre important d'organisations occidentales ont effectué des recherches approfondies dans les anciennes sociétés « fermées » d'Europe orientale et de l'ancienne Union soviétique. Bon nombre de ces rapports ne sont jamais partagés avec les personnes qui ont fourni l'information. Par exemple, CASDIN a contribué à des interviews et a fourni des informations pour une étude importante sur la société civile en Asie centrale, mais n'a jamais eu l'occasion de commenter le texte. Partant, nous avons apprécié l'approche d'INTRAC pour sa recherche sur la société civile en Asie centrale parce que les résultats provisoires des recherches ont été présentés aux ONG pour débat et commentaires. Les résultats de recherche peuvent être un outil inestimable de renforcement des capacités. Donner accès aux **résultats de recherche** contribue amplement au renforcement des capacités et au partage de l'analyse et des connaissances.

Gulmira Jamanova, directeur exécutif de CASDIN

(Réseau d'information sur le développement durable en Asie centrale)

rédigé sur base d'une interview enregistrée par Natasha Laptieva (Assistante de programme à INTRAC, Kazakhstan).

CASDIN a été l'un des premiers partenaires d'INTRAC en Asie centrale. Le bulletin d'information bimensuel 'Sustainable Development' de CASDIN est publié en russe et est accessible en version électronique et sur Internet (www.casdin.freenet.kz). Pour de plus amples informations, veuillez contacter Gulmira Jamanova, (casdin@nursat.kz).

lettres à l'éditeur

Cher **ontrac**,

Je vous remercie pour l'article relatif au « Développement ONG au Tadjikistan' (*ontrac* 24 *Les ONG, en tant qu'acteurs de la société civile en Asie centrale*, mai 2003). J'apprécie votre remarque « Le cynisme qui entoure souvent les relations entre les ONG et ce type de donateurs semble ne pas être de mise au Tadjikistan. » Comparé avec d'autres républiques d'Asie centrale, le Tadjikistan présente des possibilités uniques pour élaborer des approches différentes. Les facteurs importants sont nos différences culturelles et historiques d'une part, étant entourés de personnes qui parlent des langues différentes, et d'autre part, le partage de la même unité historique avec les peuples de nos régions.

Nargis Nurullokhoja

Programme Officer, Oxfam GB au Tadjikistan

Cher **ontrac**,

J'ai trouvé le dernier numéro d'**ontrac** (No. 24 *Les ONG, en tant qu'acteurs de la société civile en Asie centrale*, mai 2003) attirant, informatif et intéressant. Cette lecture m'a inspiré des sentiments réalistes et positifs au sujet d'une tâche décourageante, celle de la construction de la société civile, qui a été soumise à rude épreuve - ce qui est un euphémisme. Les sujets sont bien traités au niveau géographique et thématique et permettent au personnel de terrain d'être mieux connu et entendu.

Dr. Najam Abbas

Central Asian Studies Unit, The Institute of Ismaili Studies, Londres

Les commentaires et contributions des lecteurs d'ontrac sur les thèmes abordés par ontrac sont les bienvenus. INTRAC se réserve le droit d'éditer les lettres. Les contributions peuvent être envoyées à :

L'éditeur, ontrac

INTRAC, P.O.Box 563, Oxford OX2 6RZ, UK

Email: v.brehm@intrac.org

Gros plan sur un pays Le potentiel de dialogue : point de vue des ONG brésiliennes sur les partenariats nord-sud

Lors d'un atelier récent au Brésil, les ONG brésiliennes ont fait savoir que le potentiel de dialogue entre les ONG du nord et du sud reste l'une des grandes ressources inexploitées du développement international. Un thème relevé par l'ensemble du personnel des ONG brésiliennes qui a participé à l'atelier, était que l'échange d'expérience et un dialogue profond avec les bailleurs de fond des ONG du nord continuent à faire défaut dans leurs soi-disant partenariats. Même dans les cas de bonnes relations et de relations à long terme avec les ONG du nord, la **communication** continue à se concentrer sur le **financement** du projet et du programme plutôt que sur un dialogue politique plus consistant.

Étant donné le dynamisme et la vigueur de la société civile brésilienne, le personnel des ONG brésiliennes estime avoir un niveau considérable d'expérience pour contribuer aux débats sur le développement. Toutefois, on ne les écoute pas. Les ONG du nord proposent souvent une idée sur l'objet de leur contribution, sans tenir compte du fait que les ONG brésiliennes ont beaucoup d'expérience à offrir, qui est utile pour aborder le développement social, même au nord. Par exemple, les professionnels qui ont été invités pour des visites « d'échange » en Europe avaient l'impression que leur propre expérience était sous-évaluée. En mettant l'accent sur le financement de projets au sud, les ONG du nord peuvent refuser de voir l'usage à faire de l'expérience de leurs partenaires dans leur propre contexte national et dans les autres pays où elles travaillent.

La tendance des courants d'information entre le sud et le nord à se limiter au cadre donateur-financement et aux agendas du nord, a déjà fait l'objet de nombreux articles (voir par exemple Mawdsley *et al.* 2002). Le secteur ONG brésilien a, à de nombreux égards, dépassé le modèle donateur-bénéficiaire sur lequel ses relations avec les ONG du nord se sont amorcées. Bon nombre des ONG de développement brésiliennes les plus importantes se sont constituées pendant la période très restrictive de la dictature militaire, avec l'aide solidaire forte notamment des ONG européennes. Alors qu'au début, les ONG dépendaient fortement du financement des ONG européennes, au moment où l'économie et le contexte politique brésiliens se sont ouverts, elles étaient bien placées pour diversifier leur base de financement et intégrer des sources locales de revenu. Bien qu'il y ait évidemment eu des variantes, ceci a effectivement diminué leur dépendance financière par rapport aux ONG du nord.

Toutefois, l'autonomie grandissante du secteur ONG a fait que les relations avec leurs homologues du nord ne se sont souvent pas maintenues. À présent, le personnel des ONG brésiliennes voit dans ces partenariats une possibilité d'**égalité** accrue, mais cette possibilité reste à mettre en pratique. En outre, au fur et à mesure que le secteur ONG mûrit, de nombreux donateurs du nord se retirent du Brésil afin de privilégier des régions plus pauvres. Quelques participants de l'atelier pensaient que cela traduisait un affaiblissement contradictoire des partenariats ; au moment précis où une plus grande égalité dans les partenariats devient possible, les ONG du nord se retirent, ce qui laisse supposer qu'elles préfèrent les partenariats basés sur la « dépendance » et le financement.

Il y a toutefois des signes de changement dans les **partenariats multilatéraux**. Les ONG brésiliennes ont vu des espaces de dialogue s'ouvrir dans les enceintes internationales, par exemple dans le cadre du système des Nations unies. Pareillement,

il y a à présent plus de possibilités de dialogue dans les divers réseaux thématiques apparaissant aux niveaux national et international, sur des sujets comme la dette internationale et les problèmes écologiques. Ceci permet aux acteurs du développement du nord et du sud de travailler aux côtés les uns des autres.

Vicky Brehm, INTRAC

Email: v.brehm@intrac.org

Références

Mawdsley, E., Townsend, J., Porter, G. and Oakley, P. (2002) *Knowledge, Power and Development Agendas: NGOs North and South*. Oxford: INTRAC.

ontrac

ISSN 1476-1327

Editeur : Vicky Brehm, chercheur, INTRAC

Design: Sophie Johnson, Colophon

Impression et distribution: Document Despatch

Ontrac est le bulletin d'information d'INTRAC (le Centre International de Recherche et de Formation des ONG). Il est publié trois fois par an. Le contenu de ce bulletin peut être librement reproduit et traduit, dans la mesure où la source est spécifiée.

INTRAC tient à remercier les organisations suivantes pour leur contribution à la production d'**Ontrac** : APSO, CAFOD, Christian Aid, Concern Worldwide, Cordaid, DanChurchAid, MS Denmark, Norwegian Church Aid, Novib, Oxfam GB, the International Save the Children Alliance, Save the Children Norvège, Save the Children Suède, Save the Children UK et South Research.

INTRAC	Tel: +44 (0) 1865 201 851
PO Box 563	Fax: +44 (0) 1865 201 852
Oxford OX2 6RZ	Email: info@intrac.org
United Kingdom	Website: http://www.intrac.org

INTRAC est une société à responsabilité limitée No.2662796 et une association caritative No. 1016676